COMITE DE BASSIN DE CORSE

SEANCE DU 14 SEPTEMBRE 2022

Point I

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 4 MAI 2022

PROCÈS-VERBAL DE LA SEANCE DU 4 MAI 2022

Le mercredi 4 mai 2022, à 10 heures 09, le Comité de bassin de Corse s'est réuni en séance plénière à Ajaccio, Palais Lantivy, sous la présidence de M. Gilles SIMEONI, Président du Comité de bassin.

Une liste détaillée des participants et des membres excusés figure en annexe du présent procès-verbal.

Le quorum étant atteint, le Comité de bassin de Corse peut valablement délibérer.

* * *

M. SIMEONI remercie l'ensemble des membres du Comité de bassin pour leur présence. Il explique l'importance de cette séance qui vise au renouvellement de celui-ci. Il rend par ailleurs un hommage appuyé à Mme MASTROPASQUA qui fera valoir ses droits à la retraite à la fin de l'année et dont c'est le dernier Comité de bassin.

M. SIMEONI détaille en introduction les enjeux du nouveau mandat de 6 ans qui s'ouvre. Il indique que ce mandat est stratégique pour trois raisons. D'une part il souligne que l'eau est une ressource en voie de raréfaction et que sa bonne gestion est plus que jamais capitale. D'autre part, il pointe une nouvelle étape dans la construction institutionnelle de la Collectivité de Corse afin de devenir une institution stratégique au service de la Corse et des Corses. Son organisation évoluera afin de repenser et renforcer le service de l'eau et d'avoir une politique à la hauteur des enjeux. Enfin, il souligne un processus à vocation historique qui doit s'ouvrir dans le dialogue entre la Collectivité de Corse (CdC) et le gouvernement. Dans ce cadre, il marque son souhait d'une évolution institutionnelle dans la politique de l'eau en Corse, aujourd'hui rattachée à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, alors qu'ailleurs en France les comités de bassin sont rattachés à une agence de l'eau qui correspond strictement au comité de bassin.

I. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 3 DECEMBRE 2021

M. ORSINI demande que la formule « *les organisateurs d'expéditions* », page 10, soit remplacée par « *l'organisateur des pratiques du canyoning* ».

M. SIMEONI indique que cela sera modifié.

Le procès-verbal de la séance du 3 décembre 2021 est approuvé à l'unanimité par délibération n°2022-1.

II. ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE BASSIN

M. SIMEONI indique que trois modifications principales ont été effectuées sur le règlement précédent en date du 25 avril 2016 à savoir :

- La possibilité de faire des réunions en visio-conférence (article 1).
- Les dispositions relatives aux conflits d'intérêt, qui procèdent maintenant d'un article du code de l'environnement (article 24).
- La prise en compte des règles de fonctionnement concernant la mise en œuvre des engagements de la charte de la langue corse, conformément aux règles de fonctionnement fixées par l'Assemblée de Corse (article 30).

M. BENEDETTI demande s'il peut être envisagé une modification de la délibération de 2003 qui avait confié le secrétariat du Comité de bassin à l'Agence de l'eau, puis une adaptation du règlement intérieur afin d'avoir une gestion administrative autonome.

M. SIMEONI indique que cela s'inscrit dans la philosophie des évolutions souhaitées, précisant que la délibération de 2003 a repris cette proposition car c'est la loi qui l'impose. Il indique qu'un travail sera effectué à ce niveau, en concertation avec les services de l'État.

M. ORSINI indique qu'à l'article 4 il est évoqué un scrutin secret, alors que l'article 13 pose la possibilité d'un vote à main levée comme mode de votation ordinaire.

Mme CULIOLI explique que le vote à main levée peut s'appliquer dans le cadre de l'article 4 si cela est souhaité.

M. SIMEONI précise que le principe est le vote secret à chaque fois qu'il y a une désignation nominative, et que le vote à main levée est la règle lors des votes sur des délibérations du Comité de bassin. Il s'interroge toutefois sur le fait que la dérogation prévue par l'article 13 puisse également s'appliquer à l'article 4 et donc y compris dans le cadre d'une désignation de bureau.

M. ORSINI rappelle que depuis que le Comité de bassin existe les élections nominatives sont réalisées à main levée.

M. ORSINI s'interroge sur les conflits d'intérêts pointés par l'article 24. Il pointe en effet que la mention « *organes dirigeants d'un organisme public* », si elle concerne les communes et EPCI, peut écarter les élus de nombreux votes.

Mme CULIOLI précise que par exemple dans le cas des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), lorsqu'une collectivité est impliquée, elle ne participe pas au vote.

M. ORSINI s'interroge sur le rôle que peuvent avoir les élus, si ce n'est pas de défendre les dossiers. Il indique ne pas attendre de réponse, mais une réflexion pour l'avenir. Enfin, sur l'article 30, il souhaite savoir les moyens que le Comité de bassin compte mettre en œuvre pour respecter les engagements de la Charte de la langue corse.

M. VIVONI indique que lors d'un vote, si tous les participants d'une assemblée sont d'accord pour voter à main levée, cela peut se faire. Par contre, il souligne que si une seule personne souhaite un vote à bulletin secret, il ne pourra pas y avoir de vote à main levée. Au sujet des conflits d'intérêts, il précise qu'en cas de recours sur une délibération, c'est à l'appréciation du juge et non de la collectivité. Il ajoute que normalement dès qu'il y a un conflit d'intérêt pour une personne, celle-ci doit sortir et ne pas prendre part au vote.

M. SIMEONI propose d'envisager une consultation juridique sur le conflit d'intérêts afin que les délibérations du Comité de bassin puissent être totalement sécurisées de ce côté-là. Il souligne que l'article 24, tel qu'il est rédigé aujourd'hui, ne vise pas expressément les élus. Au sujet de la référence à la Charte de la langue corse de l'article 30, il concède que l'on vise un principe dont on a du mal à savoir comment il peut se transcrire. Il propose de constituer un groupe de travail pour voir comment mettre en place le bilinguisme de façon opérationnelle et juridiquement sécurisée.

M. BENEDETTI souligne que concernant les représentants au conseil d'administration de l'Agence de l'eau, l'article 21 évoque « *le préfet ou son représentant* ». Or il affirme que l'article R. 213-34 du Code de l'environnement auquel il est fait référence parle du préfet exclusivement. Il précise insister car les préfets de Corse successifs n'ont quasiment jamais assisté à un seul conseil d'administration de l'Agence de l'eau à Lyon, alors que c'est un conseil très important et décisionnel.

M. SIMEONI indique avoir rencontré le préfet de Corse à deux reprises depuis sa prise de fonctions, et avoir avancé de façon significative sur des dossiers. Il soulignera auprès du préfet le caractère stratégique du Comité de bassin et lui indiquera l'importance qu'il soit présent le plus souvent possible. Il ajoute que si les dispositions de l'article susvisé par M. BENEDETTI sont correctes, il sera procédé à une régularisation. Une restitution des échanges avec le préfet sur ce point sera faite lors du prochain Comité de bassin.

M. SIMEONI propose d'adopter le règlement intérieur.

*Il est procédé au vote du règlement intérieur du Comité de bassin de Corse.
Les services de l'État s'abstiennent.*

Le règlement intérieur du Comité de bassin de Corse est adopté par délibération n°2022-2.

III. ELECTIONS

1) Élections des vice-présidents du Comité de bassin de Corse

Mme CULIOLI indique qu'un vice-président doit être issu du collège des collectivités et un vice-président doit être issu du collège des usagers.

1.1- Élection du vice-président du collège des collectivités

M. SIMEONI rappelle qu'il est d'usage que le premier vice-président soit le conseiller exécutif qui a la gestion de l'eau dans son portefeuille et son domaine d'actions. Il propose dans ce

droit fil que Gilles GIOVANNANGELI, président de l'Office d'Équipement Hydraulique de Corse (OEHC), soit reconduit dans cette fonction pour la mandature à venir.

Gilles GIOVANNANGELI est seul candidat à sa succession.

Après l'approbation du vote à main levée, **M. SIMEONI** appelle les membres du collège des collectivités à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection du vice-président du collège des collectivités du Comité de bassin de Corse.

Monsieur Gilles GIOVANNANGELI est élu vice-président du collège des collectivités du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

M. GIOVANNANGELI remercie le collège des collectivités pour sa confiance renouvelée.

1.2- Élection du vice-président du collège des usagers

Bernard VANNUCCI est le seul candidat.

M. VANNUCCI explique être le représentant du CPIE Centre Corse, association très dynamique depuis 45 ans dans le domaine de l'environnement et plus spécialement dans le domaine de l'eau.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des usagers à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection du vice-président du collège des usagers du Comité de bassin de Corse.

Monsieur Bernard VANNUCCI est élu vice-président du collège des usagers du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

MM. GIOVANNANGELI et VANNUCCI sont élus à l'unanimité vice-présidents du comité de bassin par délibération n° 2022-3.

2) Élections des administrateurs de l'Agence de l'eau

M. SIMEONI rappelle que les administrateurs précédents étaient monsieur Antoine ORSINI pour le collège des collectivités et monsieur Henri POLITI pour le collège des usagers.

2.1- Élection de l'administrateur de l'Agence de l'eau du collège des collectivités

Antoine ORSINI est le seul candidat.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des collectivités à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection de l'administrateur de l'Agence de l'eau du collège des collectivités du Comité de bassin de Corse.

Monsieur Antoine ORSINI est élu administrateur de l'Agence de l'eau du collège des collectivités du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

2.2- Élection de l'administrateur de l'Agence de l'eau du collège des usagers

Henri POLITI est le seul candidat.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des usagers à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection de l'administrateur de l'Agence de l'eau du collège des usagers du Comité de bassin.

M. POLITI s'abstient.

Monsieur Henri POLITI est élu administrateur de l'Agence de l'eau du collège des usagers du Comité de bassin de Corse à l'unanimité des votants.

MM. ORSINI et POLITI sont élus au conseil d'administration de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse par délibération n° 2022-4.

3) Élection des membres du bureau

3.1- Élections des assesseurs

M. SIMEONI explique que le bureau compte deux assesseurs : un au titre du collège des collectivités et un au titre du collège des usagers. Il rappelle que les assesseurs précédents étaient M. Ange-Pierre VIVONI pour le collège des collectivités et M. Christophe MORI, pour le collège des usagers.

3.1.1- Élection de l'assesseur du collège des collectivités

Ange Pierre VIVONI est le seul candidat.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des collectivités à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection de l'assesseur du collège des collectivités du Comité de bassin.

Monsieur Ange Pierre VIVONI est élu assesseur du collège des collectivités du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

3.1.2- Élection de l'assesseur du collège des usagers

Mme CULIOLI indique que le bureau se réunit peu souvent car un mode de fonctionnement en groupes de travail a été préféré.

M. SIMEONI indique qu'en plus des assesseurs, le bureau compte quatre autres membres, deux au titre des collectivités, et deux au titre des usagers. Il propose de suspendre la séance afin de réfléchir à qui est motivé pour rejoindre le bureau.

Suspension de séance à 11 heures.

La séance est reprise à 11h15.

M. SIMEONI demande s'il y a des candidats pour occuper la fonction d'assesseur au titre du collège des usagers au sein du bureau.

Jean-Marcel VUILLAMIER est le seul candidat.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des usagers à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection de l'assesseur du collège des usagers du Comité de bassin.

Monsieur Jean-Marcel VUILLAMIER est élu assesseur du collège des usagers du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

3.2- Élections des autres membres du bureau au titre du collège des collectivités

Jean-Jacques CICCOLINI et Paul-Félix BENEDETTI sont candidats pour les deux postes du bureau au titre du collège des collectivités.

M. SIMEONI propose dans un premier temps de voter sur la candidature de M. CICCOLINI.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des collectivités à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection du premier membre du bureau du collège des collectivités du Comité de bassin.

Monsieur Jean-Jacques CICCOLINI est élu membre du bureau du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

M. SIMEONI propose de voter sur la candidature de M. BENEDETTI.

Après l'approbation du vote à main levée, **M. SIMEONI** appelle les membres du collège des collectivités à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection du second membre du bureau du collège des collectivités du Comité de bassin.

Monsieur Paul-Félix BENEDETTI est élu membre du bureau du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

3.3- Élections des autres membres du bureau au titre du collège des usagers

Patrice ROSSI et Marie-Noëlle BENEDETTI sont candidats pour les deux postes du bureau au titre du collège des usagers.

M. SIMEONI propose dans un premier temps de voter sur la candidature de M. ROSSI.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des usagers à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection du premier membre du bureau du collège des usagers du Comité de bassin.

Monsieur Patrice ROSSI est élu membre du bureau du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

M. SIMEONI propose de voter sur la candidature de Mme BENEDETTI.

Après l'approbation du vote à main levée, M. SIMEONI appelle les membres du collège des usagers à exprimer leur vote.

Il est procédé à l'élection du second membre du bureau du collège des usagers du Comité de bassin.

Madame Marie-Noëlle BENEDETTI est élue membre du bureau du Comité de bassin de Corse à l'unanimité.

M. VIVONI est élu assesseur au bureau du comité de bassin au titre du collège des collectivités territoriales,

M. VULLAMIER est élu assesseur au bureau du comité de bassin au titre du collège des usagers et personnalités qualifiées,

MM. CICCOLINI et BENEDETTI sont élus membre du bureau du comité de bassin au titre du collège des collectivités territoriales,

Mme BENEDETTI et M. ROSSI sont élus membre du bureau du comité de bassin au titre du collège des usagers et personnalités qualifiées,

par délibération n° 2022-5.

3.4- Désignations des membres du bureau issus du collège des services

M. SIMEONI indique qu'un membre des services de la CdC et un membre des services de l'État doivent être désignés pour que le bureau soit définitivement constitué.

M. GIOVANNANGELI souhaite que le représentant des services de la Collectivités de Corse soit le représentant de l'Office de l'Environnement de la Corse (OEC).

M. SIMEONI indique que le membre des services de l'État désigné sera, sous réserve de confirmation, le représentant de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL).

M. SIMEONI annonce que le bureau est complet et valablement constitué. Il souhaite une pleine et entière réussite aux membres du Comité de bassin qui viennent d'être élus à des fonctions de vice-présidents et de membres du bureau. Il forme les vœux d'une parfaite réussite eu égard à l'importance des enjeux.

M. SIMEONI propose de laisser la présidence de la séance au premier vice-président du Comité de bassin, Gilles GIOVANNANGELI.

Monsieur Gilles SIMEONI quitte la séance.

4) Élections des délégués au Comité national de l'eau

M. GIOVANNANGELI salue le président qui quitte la séance. Il rappelle que ce dernier a fixé les grands enjeux de la mandature à venir et souligne l'ampleur de la tâche à réaliser, tant dans la gestion et la politique de l'eau, que dans la nouvelle organisation vers laquelle le Comité de bassin souhaite évoluer, au service de la Corse et des Corses.

M. GIOVANNANGELI propose de passer aux élections des délégués au Comité national de l'eau.

Gilles GIOVANNANGELI et Jean-Jacques LUCCHINI sont candidats pour les deux postes de délégués au Comité national de l'eau.

M. GIOVANNANGELI précise que c'est l'ensemble des collèges du Comité de bassin qui prend part à ce scrutin. Il demande à l'assemblée d'approuver le vote à main levée.

M. GIOVANNANGELI propose de voter dans un premier temps sur sa candidature.

Il est procédé à l'élection du premier délégué du Comité de bassin de Corse au Comité national de l'eau.

Monsieur Gilles GIOVANNANGELI est élu premier délégué du Comité de bassin de Corse au Comité national de l'eau à l'unanimité, par délibération n° 2022-6.

M. GIOVANNANGELI propose de voter sur la candidature de M. LUCCHINI.

Il est procédé à l'élection du second délégué du Comité de bassin de Corse au Comité national de l'eau.

Monsieur Jean-Jacques LUCCHINI est élu second délégué du Comité de bassin de Corse au Comité national de l'eau à l'unanimité, par délibération n° 2022-6.

IV. MISE EN ŒUVRE DU PBACC- POINT D'ÉTAPE

Une présentation est diffusée en séance.

Mme CULIOLI propose de faire une présentation à plusieurs voix sur un point d'étape du Plan de Bassin d'Adaptation au Changement Climatique (PBACC).

Mme CULIOLI indique en premier lieu que le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2022-2027 a été approuvé par l'Assemblée de Corse le 17 décembre 2021 et est entré en vigueur en février. Elle informe les membres du Comité de bassin que ce document leur sera transmis prochainement. Elle rappelle que le SDAGE est un document de planification qui comporte deux parties distinctes :

- Une partie sur les orientations fondamentales, qui correspond à la stratégie du bassin.
- Une partie sur les objectifs de qualité ou de quantité assignés à toutes les masses d'eau.

Mme CULIOLI souligne que le SDAGE a une portée réglementaire et que les décisions prises dans le domaine de l'eau et les documents d'urbanisme devront lui être compatibles.

Sur la première partie du document, Mme CULIOLI précise que le SDAGE comporte six orientations fondamentales, dont la nouvelle orientation fondamentale 0 qui découle du PBACC dont elle reprend les grands principes afin de leur conférer une valeur réglementaire. Mme CULIOLI ajoute que les autres orientations fondamentales concernent la gestion quantitative, la lutte contre les pollutions, les milieux, la gouvernance et la réduction des risques. Ces orientations ont été actualisées en prenant en compte les effets du changement climatique. Dans ce droit fil, elle pointe l'orientation fondamentale 1 sur la gestion quantitative qui repose désormais sur la mise en œuvre de Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE). En ce qui concerne la gouvernance, elle indique la nécessité d'avoir une gestion à l'échelle d'un bassin versant.

Sur la seconde partie du document, Mme CULIOLI indique que les objectifs du SDAGE 2022-2027 sont relativement ambitieux. Le SDAGE propose ainsi d'atteindre d'ici 2027 :

- 99,5% des eaux superficielles en bon état (contre 88% aujourd'hui), soit 25 masses d'eau supplémentaires ;
- 100% des eaux souterraines en bon état quantitatif (contre 88% aujourd'hui), soit deux nappes supplémentaires ;
- 100% des eaux en bon état chimique (contre 98% aujourd'hui), soit quatre masses d'eau supplémentaires.

Pour parvenir à la réalisation de ces objectifs, elle souligne que le SDAGE est accompagné d'un programme de 163 mesures, dont le coût a été estimé à 135,5 millions d'euros, soit 22,6 millions d'euros par an. Elle indique que ce programme de mesures, du ressort de l'État, est arrêté par le préfet de Corse, préfet coordonnateur de bassin.

Mme CULIOLI dresse l'historique des différents SDAGE depuis 2009. Elle indique qu'au cours de ce nouveau cycle 2022-2027 un certain nombre de travaux vont être engagés à l'instar de l'état des lieux ou du tableau de bord.

En ce qui concerne le PBACC, Mme CULIOLI rappelle qu'il a été adopté par le Comité de bassin de Corse en 2018 et que l'Assemblée de Corse en a pris acte la même année. Elle précise par ailleurs que ce document comporte trois fascicules :

- Un fascicule sur le bilan des connaissances scientifiques sur le changement climatique

Dans le cadre de cette partie, Mme CULIOLI indique que l'on observe déjà une augmentation des températures qui continueront leur élévation de l'ordre 1 à 1,5°C en moyenne entre 2021 et 2050. Dans ce droit fil, elle pointe aussi une augmentation de l'évapotranspiration, une diminution de l'enneigement avec – 60% en dessous de 1500m d'altitude, une baisse des débits de 10 à 40%, une baisse de la recharge des nappes, et une élévation du niveau de la Méditerranée comprise entre 0,3 et 0,5m à l'horizon 2020.

- Un fascicule sur la caractérisation des vulnérabilités

Dans le cadre de cette partie, Mme CULIOLI explique que le PBACC retient cinq enjeux autour de la disponibilité en eau. Elle souligne qu'en raison de l'augmentation des températures et de la diminution des précipitations, une baisse de la ressource en eau et un renforcement des étiages, plus longs et plus intenses, seront observés. Au niveau du bilan hydrique des sols, elle indique qu'en raison de l'augmentation des températures, un assèchement généralisé sera observé, ce qui interdira certaines cultures de pousser. En ce qui concerne la biodiversité, elle détaille qu'en raison de l'augmentation des températures et de la diminution des précipitations, des zones humides et les espèces qui y sont associées seront amenées à disparaître, que l'aire de répartition des espèces sera modifiée, et le niveau trophique affecté. Au niveau des risques naturels, elle précise que le PBACC reprend les conclusions du plan de gestion des risques d'inondation et que pour caractériser la vulnérabilité des territoires, la Corse a été découpée en 13 territoires hydrologiquement cohérents pour lesquels la vulnérabilité face aux différents enjeux a été graduée. Elle retient que si certains le sont plus que d'autres, tous les territoires sont vulnérables au changement climatique.

- Un fascicule sur la stratégie et les mesures concrètes d'adaptation du changement climatique :

Mme CULIOLI précise que c'est le document qui reprend les principes d'actions que l'on retrouve dans le SDAGE, à savoir : réduire les causes de vulnérabilité, remettre l'eau au cœur des décisions publiques, animer le partage équitable de l'eau et la solidarité entre les usages de la ressource, aller vers des usages plus sobres et éviter la mal adaptation. Elle indique que le PBACC propose 57 mesures pour faire face à ces cinq enjeux. Elle souligne que la majorité des risques concernent les enjeux quantitatifs et de biodiversité. Elle indique par ailleurs que ce document comporte des zooms territoriaux spécifiques à chaque territoire, sorte de feuille de route pour l'adaptation au changement climatique.

M. ALESSANDRI présente les actions portées par la CdC et ses offices dans le cadre de la mise en œuvre du PBACC. Il précise à ce titre qu'en 2019, la CdC a affecté 550 000 euros pour lancer des opérations stratégiques visant à améliorer la connaissance sur certains sujets, notamment par deux études principales :

- l'une avait pour objectif de réaliser un état des lieux de la ressource en eau souterraine sur l'île et des perspectives de ce qui pourrait constituer des ressources supplémentaires dans le futur. Elle a été menée dans le cadre d'une convention avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) ;
- la seconde, réalisée par Ecofilae, avait pour objectif de dresser un premier diagnostic des opportunités de réutilisation des eaux usées traitées, communément appelé la « REUT », dans le bassin de Corse. Pour ce faire, un inventaire des stations d'épuration et l'évaluation de leur potentiel de REUT par une analyse multicritères ont été réalisés.

Ces deux études seront présentées dans le détail par les opérateurs qui les ont réalisées.

M. ALESSANDRI ajoute que trois autres études ou actions avaient été envisagées et devront être menées :

- une étude sur les potentialités de la désalinisation sur le territoire de la Corse ;
- une étude pour référencer les filières innovantes ;
- la préfiguration d'un système d'information sur les données via l'eau.

M. ALESSANDRI indique par ailleurs que des agences et offices de la CdC ont également lancé des actions importantes dans le cadre de la mise en œuvre du SDAGE. Il souligne en particulier celles portées par l'OEC qui avaient deux grands objectifs :

- l'élaboration de la stratégie de gestion des zones humides sur l'île, en cours de réalisation ;
- la définition d'indicateurs piézométriques sur 8 nappes alluviales considérées comme prioritaires sur le territoire de la Corse, finalisée.

M. ALESSANDRI ajoute enfin que la CdC est également engagée dans l'élaboration de PTGE, directement en lien avec les conclusions du PBACC.

Une présentation est diffusée en séance.

Mme CORBIER confirme qu'en 2020 la CdC a confié au BRGM une étude qui vise à réactualiser la synthèse hydrogéologique de la Corse, dont la dernière datait de 2011. Pour ce faire, elle précise que le BRGM a pris en compte les travaux à portée hydrogéologique réalisés lors des 10 dernières années notamment par les universités de Corte et d'Aix-Marseille. Elle souligne qu'un gros travail sur l'actualisation des volumes prélevés a été mené par territoire du PBACC et a révélé une moyenne de 107 millions de m³ sur l'ensemble de l'île. Une cartographie basée sur les données de l'Agence de l'eau et celles collectées par la CdC à l'occasion du tableau de bord 2019 a été aussi établie. L'ensemble de ces informations ont été compilées pour effectuer cette mise à jour.

Parmi les territoires du PBACC c'est le territoire du Fiumorbo-Tavignano qui est le plus sollicité, à hauteur de 28 millions de m³.

En ce qui concerne les usages, ce sont les usages agricoles qui sont prépondérants, suivis par l'alimentation en eau potable. Plus de la moitié de ces usages sont fournis par les eaux souterraines.

Le pourcentage d'eaux souterraines sollicitées est pour sa part variable selon les territoires, et est notamment important dans le Cap Corse où ce type de prélèvements représente 80%. Le pourcentage d'eaux souterraines sollicitées varie aussi suivant les années. La moyenne s'établit autour de 25%.

Mme CORBIER indique qu'une étude sur les volumes prélevés avait été réalisée en 2010 et avait dressé des scénarios d'évolution pour le futur. Le travail du BRGM a révélé qu'en 2019 les volumes prélevés était seulement 5,6% supérieurs au scénario optimiste, et 21% inférieurs au scénario pessimiste, et sont donc restés dans l'intervalle attendu, ce qui est un résultat encourageant.

Mme CORBIER détaille par ailleurs que le deuxième grand volet de l'étude du BRGM concerne la bathymétrie des cours d'eau. L'objectif était de caractériser une quarantaine de cours d'eau et d'essayer d'imaginer la topographie de leurs fonds afin de savoir jusqu'où il pouvait y avoir une intrusion d'eau salée. Des mesures de conductivité électrique de l'eau ont également été menées à cette fin. Cette étude n'a pas permis de mettre en évidence de gros secteurs avec un grand niveau d'intrusion. Toutefois, il a été noté que les cours d'eau les plus sensibles au phénomène de rentrant salé sont ceux qui présentent les embouchures les plus larges et un fond entaillé. Sur ces cours d'eau, les eaux salées peuvent remonter jusqu'à plusieurs kilomètres dans les terres.

Mme CORBIER indique par ailleurs que le BRGM avait au préalable travaillé sur la quantification de la recharge des aquifères au niveau des bassins Rhône Méditerranée et Corse. Les données ont permis de quantifier les prélèvements actuels par rapport au phénomène de recharge des nappes et de dresser des perspectives à horizon 2030, 2050 et 2080. Les projections mettent en évidence le fait que sur toute la partie Nord-Est de la Corse (notamment sur le Cap Corse et la zone Bastia-Bevinco), les prélèvements représentent une part importante de la recharge, ce qui pourra amener à des tensions sur ces territoires.

Mme CORBIER précise que toutes les informations qui ont pu être compilées par le BRGM ont été versées dans des fiches BDLISA, destinées à être diffusées sur Internet.

Mme CORBIER souligne que les résultats de cette étude sont concordants avec les conclusions du PBACC concernant les sensibilités des différentes nappes. Dans l'ensemble, un potentiel d'augmentation des prélèvements de l'ordre de 70 millions de m³ a pu être calculé, ce qui paraît assez important mis en parallèle avec le volume de 110 millions de m³ actuellement prélevé. Toutefois, il convient de garder à l'esprit que cette productivité est très aléatoire dans les terrains de socle que l'on rencontre en Corse. Mme CORBIER pointe ainsi qu'il existe un gros potentiel, mais qu'il faut maintenant trouver des solutions pour aller l'exploiter. Elle souligne l'intérêt de mettre en place des outils de gestion afin de mieux piloter la sollicitation de ces ressources. Elle insiste sur le fait que les PTGE peuvent représenter le cadre parfait pour mener de nouvelles investigations et mettre en œuvre de nouvelles campagnes de recherche d'eau.

Mme CORBIER détaille enfin les autres études en cours au niveau du BRGM. Elle évoque ainsi :

- la définition d'indicateurs piézométriques ;
- un travail effectué sur huit nappes alluviales jugées stratégiques ;
- une modélisation du Bevinco qui a permis de mieux comprendre la géométrie et le fonctionnement de l'aquifère ;
- un travail en cours sur le bassin versant du Fium'Alto et sur ses formations métamorphiques ;
- un travail sur la masse d'eau de la Marana-Casinca pour statuer sur son équilibre quantitatif ;
- un travail sur la Figarella en partenariat avec l'OEHC pour essayer de mieux caractériser les phénomènes sur cette nappe alluviale ;
- un travail sur Caldaniccia à la demande de la CdC pour mieux caractériser ce gisement.

M. GIOVANNANGELI précise que ce travail est un outil dans le but d'avoir une gestion équilibrée de l'eau tant du point de vue quantitatif que qualitatif. Il indique que l'idée de travailler selon les territoires va demander un effort particulier et certainement une adaptation des services pour mener l'ensemble de ce travail sur la Corse entière. Il retient que, même si cela est inégal, il existe encore des potentialités sur les eaux souterraines et qu'il y a certainement un travail à mener pour procéder à de nouveaux prélèvements.

M. ORSINI souhaite que, dans le cadre de ce type de présentation, les documents soient désormais fournis en amont aux membres du comité de bassin, afin que l'intervention ne dure que quelques minutes et qu'une plus grande place soit accordée au débat. Sur la gouvernance, il convient que la bonne échelle est celle du bassin versant, et souligne que « *ce n'est pas Paris qui doit gérer l'eau en Corse* ».

Il s'interroge enfin sur le fait de savoir si les forages privés ont été pris en compte dans l'étude du BRGM, annonçant que ceux-ci constituent entre 5 et 10 millions de m³ par an.

M. GIOVANNANGELI convient qu'il y a des choses à réinventer au niveau de l'organisation afin d'éviter les débats trop longs en séance.

Mme BARBÉ souhaite savoir si le Comité de bassin pense mettre en place une sensibilisation de la population sur ces problématiques.

M. GIOVANNANGELI indique que ce n'était pas l'objet de l'étude, mais qu'une communication est menée dans cet objectif au niveau des services de l'État, de la CdC et de l'OEHC.

Mme BARBÉ souligne que les associations ont un rôle à jouer dans cet objectif de sensibilisation, et qu'il y a urgence à activer ces réseaux.

M. GIOVANNANGELI indique que des conventions de partenariat existent entre le secteur associatif et la CdC sur ces problématiques, mais qu'il faut certainement les amplifier et leur donner plus de visibilité.

En réponse à M. ORSINI, **Mme BRUCHET** rappelle que la compétence de la gestion de l'eau a été transférée à la CdC et que la seule compétence qui reste au préfet est celle de la gestion de la ressource en situation de tension, de risque ou de rupture pour certains usages. Elle souligne qu'une réunion a eu lieu la veille sous l'égide du préfet de Corse pour faire le point sur l'état actuel de la ressource en eau. Elle indique à ce titre qu'à la suite de cette réunion la Corse a été placée en situation de vigilance sécheresse afin de diffuser un maximum d'informations à l'ensemble des usagers et de pouvoir les sensibiliser.

M. POLITI souhaite savoir où en est le projet d'investigation avec des moyens géophysiques aéroportés qui avait été présenté il y a quelques temps. Il demande par ailleurs si l'on a une idée des projets d'investigation dans le domaine des ressources en eaux profondes au-delà de 200m de profondeur.

Mme CORBIER rappelle que la géophysique aéroportée permet de cartographier le sous-sol et notamment la résistivité des roches. Elle indique que des échanges ont encore lieu à ce sujet, mais qu'il s'agit d'un programme extrêmement coûteux s'il doit couvrir l'ensemble de la Corse. Elle précise que si dans les années futures il est possible de disposer du budget nécessaire, cette opération permettrait d'établir une cartographie complète et d'écarter certains secteurs qui ne présentent pas de potentiel.

M. BENEDETTI souhaite savoir si l'on peut envisager d'aller au-delà de cette étude et de réactualiser l'atlas des aquifères de Corse réalisé par le BRGM en 2003 afin d'avoir des données précises en termes de quantité et de fiabilité. Il indique que du fait d'un changement de réglementation, les prélèvements souterrains d'aquifères d'accompagnement sont assimilés à des prélèvements en cours d'eau, ce qui de facto impose toute la réglementation sur la quantification des débits minimums de surface à laisser. Dans ce droit fil, il souligne la nécessité de disposer d'un document pour la Corse qui permette de définir les débits à prélever et qui puisse conclure si possible « *à la non obligation d'un débit continu souterrain pour réalimenter une surface qui n'existe pas* ». Il souhaite également savoir s'il est possible pour la CdC d'envisager un complément d'étude pour avoir une connaissance précise de la capacité des aquifères insulaires. Abondant le propos de M. POLITI, il demande par ailleurs s'il est possible de faire une étude prospective pour valider ou infirmer le mythe de la présence de quantités d'eaux très importantes à la frontière entre la Corse cristalline et la Corse calcaire. Il souhaite une maîtrise d'ouvrage pour conceptualiser les ressources

souterraines à prélever prioritairement par rapport aux ressources de surface. Il souhaite que tout ceci soit planifié, même s'il convient que cela représente des sommes très importantes, à la hauteur de plusieurs centaines de milliers d'euros, car cela fait partie des besoins stratégiques.

Mme CORBIER concède qu'il y a vraiment besoin de connaissances accrues, d'autant plus que dans le futur vont naître des situations de plus en plus compliquées. Elle précise qu'en Corse on se heurte au fait que tous les cours d'eau ne sont pas équipés de stations hydrométriques, équipements nécessaires pour évaluer les volumes d'eau prélevables dans une nappe alluviale. Elle indique que dans le cadre de l'étude sur les indicateurs piézométriques un travail de compréhension et d'évaluation des volumes prélevables à l'étiage a été effectué sur huit nappes d'eau. Ce travail de définition a permis d'avoir une idée de ce qui est prélevable entre deux états piézométriques et de définir quatre seuils : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise. Elle concède que les formations tertiaires ne sont pas vraiment exploitées à l'heure actuelle, bien qu'elles possèdent un fort potentiel notamment dans le flysch éocène de Solenzara et dans les formations de la Plaine Orientale. Elle annonce qu'un forage va être réalisé dans ces formations au cours de cette année afin d'avoir quelques éléments de compréhension.

M. GIOVANNANGELI reconnaît la nécessité de l'expertise et de la connaissance sur ces sujets. Il propose que le bureau se réunisse pour discuter des études complémentaires sur la base du PBACC.

M. GIANNI souligne que la Corse est à 70% forestière et que cela n'apparaît pas dans ces études ni dans les stratégies. Il se dit étonné que la forêt, qui est un réservoir d'eau, ne fasse pas partie des stratégies et des objectifs. Il aimerait que ces données puissent permettre de savoir comment orienter les politiques forestières régionales pour les 10 ou 20 prochaines années.

M. GIOVANNANGELI indique que cette question pourra être abordée notamment dans le cadre des Assises de la forêt.

Mme MASTROPASQUA précise que les deux études qui sont présentées au cours de cette séance ne sont pas finalisées. C'est la raison pour laquelle les documents n'ont pas été transmis en amont de la séance aux membres du Comité de bassin.

Une présentation est diffusée en séance.

M. CONDOM souligne que d'ici quelques décennies le recyclage de l'eau va devenir prégnant car on voudra toujours faire autant avec moins d'eau. Dans cette perspective, la REUT est donc l'un des leviers pour optimiser la gestion de l'eau. Il explique que cette solution est aujourd'hui très peu regardée, mais qu'il est par exemple illogique de se lancer dans du dessalement sans avoir envisagé la REUT avant, les eaux usées représentant en effet des eaux douces qui sont perdues.

M. CONDOM explique que pour mener un projet de REUT sur un territoire il est nécessaire de rassembler trois conditions : un territoire qui a des besoins, des personnes convaincues par cette solution qui portent une vision, et un savoir-faire. Sur ce dernier point, il précise que la REUT consiste à faire des mariages entre des sources d'eau non conventionnelles (à l'instar d'eaux de pluie, d'eaux industrielles, ou d'eaux d'exhaure) et des usages. Dans ce droit fil, il indique qu'une station d'épuration peut par exemple devenir une ressource si on a trouvé un usage auquel la coupler. Ainsi, il souligne la nécessité d'aller étape par étape afin de se demander si un territoire présente du potentiel. Par ailleurs, il indique qu'il convient aussi de s'interroger sur la rentabilité économique, sociale et environnementale du projet. Il

appuie sur le fait qu'un projet ne tient la route que s'il génère au moins autant de bénéfices que de coûts.

Il précise par ailleurs que ces eaux usées traitées, qui sont de très bonne qualité, peuvent par exemple avoir des usages pour l'arrosage de golfs, d'espaces verts ou le lavage de voiries, qui consommaient jusqu'à lors des eaux de nappes ou de rivière ; une substitution qui permet de facto de préserver les masses d'eaux pures pour l'usage d'eau potable.

Mme LURO indique que pour mener cette étude Ecofilae a tout d'abord recensé environ 250 stations d'épuration sur le territoire corse qui ont été classées selon différentes typologies. Elle explique que l'idée était de faire une analyse multicritères afin de hiérarchiser ces stations d'épuration et de prioriser celles avec un fort potentiel. Dans ce droit fil, elle précise notamment qu'un seuil minimal de 30m³ par jour a été fixé, représentant environ l'irrigation de trois hectares de fourrage ou de prairie permanente : un chiffre retenu afin de ne pas se focaliser seulement sur les grosses stations d'épuration, mais d'intégrer également les stations d'épuration rurales et montagneuses, qui peuvent avoir du potentiel.

Une fois ce tri opéré, 198 gisements ont été retenus. Afin de pouvoir comparer des stations d'épuration similaires, elles ont ensuite été classées selon trois configurations :

- les stations d'épuration dites littorales : généralement des STEP périurbaines qui soit se rejettent en mer, soit se rejettent dans un cours d'eau à moins d'un kilomètre de son embouchure. Cette configuration concerne 38 stations d'épuration ;
- les STEP en zone agricole : généralement les STEP de la Plaine Orientale, où il existe une agriculture dense et variée ;
- toutes les autres stations d'épuration : généralement dans les zones rurales montagneuses de l'île. Cette configuration est la typologie majoritaire avec 127 stations d'épuration.

Mme LURO indique que l'analyse multicritères a permis de hiérarchiser ces sites et d'en prioriser certains par rapport à d'autres. Ont ainsi été considérés des critères relatifs aux gisements et aux territoires. En parallèle, ont été également étudiés les enjeux liés au milieu récepteur, ainsi que les usages à l'instar :

- des usages agricoles ;
- de la défense incendie ;
- de la recharge de nappes ;
- des usages industriels ;
- des usages urbains ;
- des golfs.

À noter, en ce qui concerne les usages agricoles, que la présence ou non du réseau de l'OEHC a aussi été considérée, la mise en concurrence de ce réseau avec de la réutilisation des eaux usées n'ayant pas été jugée très pertinente.

Mme LURO précise également que les critères et pondérations qui y ont été associés ont été adaptés à chaque typologie de stations d'épuration. Un travail a par la suite été opéré afin d'attribuer des points à chaque station d'épuration en fonction des différents critères.

Au terme de cette opération, un focus a été réalisé sur les cinq stations de zone littorale qui ont obtenu le meilleur score à savoir :

- Sainte Lucie de Porto-Vecchio ;
- Capo di Padula ;
- Campo dell'Oro ;
- Saint Florent ;
- Propriano.

Pour chacune de ces cinq stations, des fiches récapitulatives ont été élaborées. Celles-ci présentent tous les éléments étudiés (gisement, volume d'eau, milieu récepteur, enjeux, et vulnérabilités éventuelles du bassin), une quantification et une localisation des usages potentiels, ainsi que les avantages et les inconvénients à faire de la REUT sur ces sites.

Mme LURO précise qu'à l'occasion de la réunion prévue dans l'après-midi, il sera possible d'entrer dans le détail des sites retenus.

Elle indique par ailleurs que pour la zone agricole cinq STEP ont obtenu un score assez élevé :

- Oletta ;
- Lucciana ;
- Poggio d'Oletta ;
- Ville di Paraso ;
- Borgo Nord.

Enfin, pour la zone rurale, elle souligne que les stations d'épuration ont globalement un score moins élevé par rapport aux autres typologies. Tout de même, un focus a été réalisé sur trois d'entre elles :

- Sisco ;
- Pietracorbara marine ;
- Olmeto chef-lieu.

Mme LURO présente au Comité de bassin une carte sur laquelle sont matérialisés les traits de gisement localisés à l'issue de l'étude. Elle souligne que de façon remarquable beaucoup d'entre eux sont localisés dans le Cap Corse, secteur d'ailleurs recensé comme l'un des territoires les plus vulnérables.

Mme LURO précise enfin que des cartes ont également été réalisées à l'échelle de chaque bassin du PBACC et résumant les stations de toutes les typologies, le score obtenu, et le classement par rapport aux autres stations d'épuration de la typologie. Ces cartes pourront être remobilisées dans la mise en place des PTGE. Elle conclut en soulignant que cette étude est une première approche qui permet de prioriser certains sites. 13 ont d'ailleurs été relevés. Les prochaines étapes viseront à intégrer les résultats dans les PTGE et à décider ou non s'il faut pousser plus loin sur ces sites et enclencher une phase de validation terrain.

M. GIOVANNANGELI salue cette étude très intéressante.

M. ORSINI affirme que la REUT est une des solutions fondamentales pour gérer le manque d'eau en Corse. Il souligne toutefois que pour lui elle doit être réservée aux usages agricoles et à la recharge des nappes.

M. MORACCHINI avance le fait que le critère de la conformité en équipement et en fonctionnement des stations devrait être pris en compte.

Mme LURO indique qu'au niveau de la conformité une réflexion a été menée pour savoir si ce critère allait être pris en compte ou non. Elle précise qu'il a été écarté car il peut se considérer dans les deux sens à savoir que la mise en place de travaux de REUT sur une station d'épuration non conforme peut être l'occasion de la mettre en conformité et ainsi constituer un critère positif, mais qu'en parallèle, il peut être également logique de considérer qu'il est plus facile d'installer un dispositif de REUT sur une STEP qui fonctionne bien et que de ce point de vue, la conformité mériterait d'être valorisée dans l'étude multicritères.

M. BENEDETTI déplore un nouveau durcissement de la réglementation française. Il indique que c'est là une dérogation par rapport à la réglementation européenne, la réglementation française était beaucoup plus restrictive, ce qui induit un blocage sur les projets de REUT.

M. CONDOM dit regretter ces restrictions, mais souligne qu'il ne faut pas attendre la réglementation pour pousser des projets et que c'est souvent le terrain qui fait changer la réglementation. Il explique que l'Union Européenne a fait passer un règlement qui va venir s'imposer en matière de REUT pour les usages agricoles. Il ajoute qu'un décret dérogatoire, sorti il y a trois semaines, va permettre à titre temporaire de mener des projets pour les autres usages. Selon lui, la réglementation est ainsi en train de se construire en France, et même si des difficultés existent au quotidien il est possible d'avancer sur des projets.

Mme MIEVRE confirme que l'Agence de l'eau finance des projets de REUT. Elle indique à ce titre que l'Agence de l'eau a financé un projet à Bonifacio en service aujourd'hui. Elle précise que l'Agence accompagne à 50% les études et les travaux permettant la REUT, dans le respect de la réglementation française qui a effectivement ses limites aujourd'hui pour des raisons sanitaires. Elle souligne que c'est effectivement le terrain qui peut faire avancer les choses. Elle ajoute par ailleurs que la REUT doit faire partie d'un panel de solutions à mettre en œuvre, et que c'est là tout l'intérêt de la démarche des PTGE. Ainsi, elle explique que sur les quatre secteurs sur lesquels le PBACC a pointé des vulnérabilités face au changement climatique, la REUT est une solution qui doit venir après l'épuisement des solutions d'économie d'eau.

M. VIVONI indique que la station d'épuration de Sisco rejette tous les jours 250 à 280 m³ d'eau. Il ajoute que sa commune est la seule à posséder de l'eau dans le Cap Corse et qu'il pourrait être envisagé que la REUT puisse bénéficier aux besoins agricoles et notamment à la culture d'oignons très présente sur son territoire. En sa qualité de président de l'association des maires, il alerte sur la situation de sécheresse, notamment au Nord du Cap Corse. Il souligne que le problème d'alimentation de ces communes en eau va se poser dès le mois prochain, et qu'il conviendrait que les maires puissent prendre des arrêtés en amont, dès la fin du mois de mai, pour limiter certains usages de l'eau dans le Cap voire en Castagniccia. Il indique pour sa part prendre chaque année un arrêté dès le mois de juin, en solidarité avec les communes qui n'ont pas d'eau. Il demande dans ce droit fil au président de l'OEHC d'organiser une campagne d'information pour sensibiliser la population à la situation de sécheresse extraordinaire que connaît la Corse cette année et sur la nécessité d'économiser l'eau. Il prévient que le mois d'août risque d'être très difficile sinon.

M. GIOVANNANGELI affirme que l'OEHC a mené une campagne en ce sens l'année dernière et qu'une nouvelle communication est en préparation et sera mise en œuvre sur l'ensemble du territoire dans les prochaines semaines. Sur la REUT, il souligne que de façon unanime tout le monde est convaincu que c'est une voie sur laquelle il faut prospérer et avancer rapidement, notamment à des fins agricoles. Un travail collégial doit en ce sens être mené pour arriver à lever les obstacles. Sur la situation du Cap Corse, il indique qu'une réunion avec les services de l'État, de la CdC et de l'OEHC s'est tenue avec l'ensemble des maires concernés. Des discussions sur les solutions immédiates à apporter compte tenu de la tension sur le territoire ont été menées à cette occasion. Parmi elles, un arrêté de restriction pourrait être pris dès juin afin d'éviter une pénurie au mois d'août. Il indique que la question de la désalinisation a été abordée, mais qu'il existe, là-aussi, des obligations et des autorisations nécessaires pour pouvoir mettre en place ce type de dispositif.

M. VERRONS demande si le Comité de bassin pourrait envisager une verbalisation du gaspillage de l'eau par constat, notamment en ce qui concerne le nautisme.

M. GIOVANNANGELI indique que ce n'est pas dans le champ de compétences du Comité de bassin.

M. CONDOM confirme les enjeux qui existent autour des ports, dans le cadre desquels la REUT peut être une solution à envisager pour certains usages qui ne nécessitent pas d'eau potable.

Mme BRUCHET indique que lors du comité de suivi de la ressource en eau réuni la veille, le préfet de Haute-Corse s'est notamment interrogé sur l'usage du nautisme, par rapport aux alertes qui existent actuellement dans certaines communes du Cap Corse. Elle précise que cela peut faire partie des domaines où l'État pourra avoir une réglementation impérative.

M. VIVONI ajoute qu'il aspire à ce qu'en plus des maires, les préfets prennent eux aussi des arrêtés immédiats.

Mme BRUCHET confirme que le préfet de Haute-Corse s'interroge sur la possibilité de prendre des arrêtés sur un secteur de son département. En outre, elle indique qu'il a été convenu la tenue de bilans et de réunions mensuelles afin de faire le point et acter les mesures à prendre en considération.

M. POLITI demande si la nécessité de réaliser des infrastructures complémentaires et de stockage a été appréhendée dans le cadre de l'étude sur la REUT.

Mme MASTROPASQUA indique que cette étude est seulement un premier diagnostic des potentialités. Elle souligne qu'il s'agira ensuite de choix stratégiques et politiques afin de savoir si l'on souhaite mettre des moyens techniques et financiers à la hauteur de cet enjeu. Elle ajoute encore que la CdC, au vu de ses compétences dans la gestion de l'eau, doit avoir une réflexion sur la question et éventuellement mettre des moyens financiers pour avoir une réponse satisfaisante et ambitieuse.

M. GIOVANNANGELI indique que ce travail se poursuivra en commission dans l'après-midi. Il ajoute qu'au-delà de ce travail, le Comité de bassin est lancé dans une phase d'étude qu'il faudra approfondir au travers de choix fondamentaux. Il propose que M. ALESSANDRI fasse un point d'étape sur les PTGE et que les derniers points soient reportés à la prochaine séance du Comité de bassin.

Mme BRUCHET confirme le report du point d'information sur le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) 2022-2027 à la prochaine séance. Elle indique toutefois que ce document a été approuvé par un arrêté préfectoral au mois de mars 2022. Elle explique avoir une contrainte professionnelle et devoir quitter la séance, mais précise avoir bien noté les interrogations et sollicitations qu'elle ne manquera pas de faire remonter au préfet.

Madame Patricia BRUCHET quitte la séance à 13h20.

M. ALESSANDRI annonce faire un point sur la dernière démarche engagée par la CdC qui concerne les PTGE. Il explique que ces PTGE ont des caractéristiques différentes de celles qui ont été mises en œuvre sur le continent :

- ils sont élaborés sous la gouvernance de la CdC ;
- ils ont été légitimés par le dernier SDAGE qui permet de leur donner un caractère plus légitime et opposable ;
- il a été décidé de traiter en priorité des territoires qui ont été classés comme les plus vulnérables au titre du PBACC ;

- il a par ailleurs été décidé de tenir compte de tous les enjeux retenus dans l'étude des vulnérabilités, et pas seulement de la gestion quantitative de l'eau.

M. ALESSANDRI précise que le PTGE est une démarche de co-construction avec les acteurs des territoires afin de décider ce que sera la gestion de la ressource en eau pour les prochaines années. L'objectif final est d'arriver à un plan d'actions adapté à l'évolution du climat sur l'île. Pour ce faire, il conviendra de faire un diagnostic partagé avec les territoires et d'élaborer ensuite les scénarios d'évolution et de choisir les actions à mettre en œuvre.

M. ALESSANDRI indique que plusieurs options sont ouvertes et qu'il va falloir travailler sur deux volets essentiels :

- le volet « sobriété des usages » ;
- le volet substitution, recherche de nouvelles ressources, utilisation de méthodes innovantes comme la REUT.

Il détaille que la CdC a défini trois niveaux de gouvernance :

- la cheville ouvrière qui est la mission eau, avec l'aide de la DREAL et de l'Agence de l'eau ;
- un comité technique régional qui a vocation à rassembler tous les acteurs de l'eau de l'État et de la Collectivité de Corse ;
- un comité de pilotage qui sera mis en place sur chaque territoire avec des usagers, des élus et des techniciens issus notamment du comité technique régional.

M. ALESSANDRI souligne que le comité technique régional a été mis en place, et que le réseau est donc constitué. Désormais, la démarche est d'aller auprès des territoires pour commencer à avoir des comités de pilotage par territoire.

M. ALESSANDRI rappelle que les territoires considérés comme prioritaires au sens du PBACC sont :

- Cap Corse-Nebbiu ;
- Balagne-Agriates ;
- Bastia-Bevinco ;
- Meziornu ;
- Baracci.

M. ALESSANDRI explique que tous les éléments présentés lors de cette séance ont pour objectif de permettre d'alimenter la réflexion sur les PTGE. Les forces locales feront par la suite remonter leurs propres besoins pour permettre d'affiner les diagnostics et les actions à mettre en œuvre.

Il rappelle qu'il existe déjà un certain nombre d'actions identifiées comme prioritaires, ainsi que des recommandations territorialisées issues des documents de planification régionaux (SDAGE et PBACC). Il ajoute qu'il faudra également tenir compte du plan Acqua Nostra.

M. ALESSANDRI annonce que le premier territoire qui devrait être investigué au titre du PBACC est le territoire Cap Corse-Nebbiu. Il précise toutefois que l'option qui a été choisie est de commencer uniquement par le Cap Corse. Même si une partie du Nebbiu est prise en compte sur le territoire du PBACC, le territoire du Cap Corse est en effet assez circonscrit et il n'existe pas forcément de grandes interactions entre les deux territoires. Ainsi, il explique que l'on s'est plutôt orienté vers deux PTGE pour des raisons pratiques.

Dans ce droit fil, il souligne qu'une première rencontre a eu lieu avec les élus du Cap Corse le 21 avril, et que les discussions pour constituer le COPIL vont pouvoir démarrer. Une mise en place et un début des travaux sont espérés pour septembre.

M. ALESSANDRI indique que les travaux avec le BGRM vont continuer, notamment pour la définition d'indicateurs piézométriques sur plusieurs nappes complémentaires.

Il pose également un objectif de réalisation d'un cahier des charges type pour les schémas directeurs d'alimentation en eau potable, afin de prendre en compte l'adaptation nécessaire aux effets du changement climatique.

Par ailleurs, il ajoute que dans le cadre des PTGE il faudra essayer de mettre en place des recherches d'eaux souterraines pour tenter d'exploiter ce potentiel théorique.

Enfin, il souligne l'espoir de concrétiser le projet de SIGEC pour avoir un vrai système d'information sur les données de l'eau qui soit le plus complet possible.

Concernant les PTGE, **M. ALESSANDRI** précise qu'il existe deux objectifs :

- traiter tous les territoires prioritaires avant la fin du cycle du SDAGE, donc 2027 ;
- assurer le démarrage de tous les PTGE avant 2024.

M. ORSINI demande quels collèges seront ouverts dans le comité de pilotage. Il souhaite également savoir le SIGEC est envisagé à l'échelle du PTGE ou à échelle régionale.

Concernant les COPIL, **M. ALESSANDRI** indique que si l'on fait de la territorialisation c'est pour faire de la différenciation. Ainsi, il souligne par exemple que si sur le territoire du Tavignano-Fiumorbo, les problématique de l'hydroélectricité et de l'agriculture sont très présentes et qu'il faudra donc solliciter les personnes compétentes sur ces sujets, sur le Cap Corse il y aura probablement moins d'acteurs susceptibles d'être sollicités. Sur le SIGEC il explique que l'objectif est d'avoir un système d'information régional.

M. VUILLAMIER demande s'il existe des systèmes pour se pencher sur les sources d'eau qui se jettent directement en mer de façon sous-marine comme il en existe dans le Cap Corse.

M. ALESSANDRI indique que c'est une démarche qui démarre et ne pas disposer de toutes les réponses à ce stade. Il précise que le Cap Corse sera le premier territoire qui sera investigué. Il ajoute que le débat qui aura lieu dans les comités de pilotage locaux des PTGE sera aussi de savoir comment une collectivité qui dispose de ressources en eau importantes pourra en aider une autre moins bien lotie.

M. VUILLAMIER souligne effectivement l'importance de sortir de la logique de vallée parce qu'il y a des communes qui ont énormément d'eau, et d'autres juste à côté qui n'en ont pas. Il y a selon lui nécessité à passer par une coopération et une mutualisation des moyens.

M. GIOVANNANGELI explique que la démarche des PTGE démarre et que les services ne manqueront pas de revenir devant le Comité de bassin pour faire des points d'étape réguliers sur son évolution.

La séance est levée à 13h45.

Le directeur général de l'agence de l'eau
chargé du secrétariat,

SIGNÉ

Laurent ROY

Comité de bassin de CORSE
Séance du 4 mai 2022

LISTE DE PRÉSENCE
[33 présents et 7 mandats]

Collège des collectivités :

- M. Gilles SIMEONI**, Président du Comité de bassin
Mme Marie-Antoinette MAUPERTUIS, Présidente de l'Assemblée de Corse (*mandat à M. LUCCHINI*)
M. Guy ARMANET, Président de l'Office de l'Environnement de la Corse (*mandat à M. GIOVANNANGELI*)
Mme Roselyne BALESI, Maire de Quenza
M. Paul-Félix BENEDETTI, Conseiller à l'Assemblée de Corse
M. Jean-Jacques CICCOLINI, Président de l'association des maires et présidents d'EPCI de la Corse-du-Sud, Maire de Cuzzà
M. Jacques COSTA, Président du PNRC (*mandat à M. GIOVANNANGELI*)
Mme Lisa FRANCISCI, Conseillère à l'Assemblée de Corse
M. Jean-Jacques GIANNI, Maire d'Evisa
M. Gilles GIOVANNANGELI, Président de l'Office d'Équipement Hydraulique de la Corse, vice-président du Comité de bassin
M. Jean-Jacques LUCCHINI, Conseiller à l'Assemblée de Corse
Mme Marie-Thérèse MARIOTTI, Maire de Tagliu è Isulacciu
M. Antoine ORSINI, Président de la communauté de communes Centru di Corsica
M. Antoine VINCILEONI, Vice-président de la Communauté d'agglomération du pays ajaccien (*mandat à Mme MARIOTTI*)
M. Ange-Pierre VIVONI, Président de l'association des maires et présidents d'EPCI de la Haute-Corse, maire d'U Siscu

Collège des usagers et personnalités compétentes :

- M. Pierre-Louis ALESSANDRI**, Union Des Associations Familiales 2B
Mme Michèle BARBÉ, CESEC de Corse
Mme Marie-Noëlle BENEDETTI, Association Pour l'Étude Écologique du Maquis
M. Gilbert BIZIEN, Kyrnolia, entreprise de distribution d'eau
Mme Sandrine GALLETI FURFARO, Association Force Ouvrière des consommateurs (*mandat à M. ALESSANDRI*)
M. François PIACENTINI, Vice-Président du CRPF
M. Dominique POLI, Fédération de la Corse pour la pêche et la protection du milieu aquatique
M. Henri POLITI, OEHC, distributeur d'eau
M. Patrice ROSSI, Adjoint au Directeur régional EDF-GDF
M. Jean-François SAMMARCELLI, Chambre régionale d'agriculture (*mandat à M. VENTURINI*)

Mme Anne-Laure SANTUCCI, Représentante du Conseil de gestion du PNM du Cap Corse et de l'Agriate (*mandat à Mme FRANCISCI*)

M. Bernard VANNUCCI, CPIE Centre Corse

M. Stefanu VENTURINI, Chambre régionale de commerce et d'industrie

M. Frédéric VERRONS, Fédération des industries nautiques

M. Jean-Marcel VUILLAMIER, Conservatoire d'espaces naturels

Collège des services :

M. Amaury DE SAINT-QUENTIN, Préfet de Corse, *représenté par Mme BRUCHET*, Directrice adjointe de la DREAL

M. Ange DE CICCIO, Directeur de l'Office d'Équipement Hydraulique de la Corse

M. Pascal MURACCIOLI, représentant le directeur de l'Office de l'Environnement de la Corse

M. Frédéric MORACCHINI, représentant le directeur de l'Office de Développement Rural et Agricole de la Corse

M. Alexis MILANO, Directeur de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Énergie de la Corse

M. Xavier OLIVIERI, représentant le directeur de l'Agence du Tourisme de la Corse

Mme Manon BILLEREY, représentante de la MISEN 2A, DDTM 2A

Mme Béatrice DUFOUR, représentante de la MISEN 2B, DDTM 2B

Mme Muriel FILLIT, représentante de la DREAL

Mme Oriane GIACOMETTI, représentant le Directeur interrégional de l'Office Français de la Biodiversité

Participants hors membres du comité :

Mme Annick MIEVRE Agence de l'eau RMC

Mme Pauline CORBIER BRGM

Mme Audrey ANTONETTI-GIACOBBI..... CdC

M. Jean-Pierre ALESSANDRI CdC

M. Raphaël CAVIGLIOLI CdC

M. Gregory CRISTOFARI CdC

Mme Julia CULIOLI CdC

M. Ghislain GOMART CdC

Mme Nadine MASTROPASQUA CdC

M. Nicolas CONDOM Ecofilae

Mme Elena LURO Ecofilae

Mme Gaëlle BONNETON..... DREAL

M. Romain ROVAREY DREAL

* * *